

COPIE

BACCALAURÉATS GÉNÉRAL ET
TECHNOLOGIQUE

Epreuve

Série	Baccalauréat général
Session	2024
Epreuve	EDS - Sciences économiques et sociales
Sujet	24-SESJ1ME1

Candidat

Nom de famille (naissance, usage)	
Prénom(s)	
N° Candidat	
N° d'inscription	
Né(e) le	

Copie

Nombre de page(s)	12
-------------------	----

Notation

Note	20 / 20
------	---------

Appréciation

EC1 une réponse complète et cohérente . EC2 Question2 la réponse est incomplète . EC3 Une argumentation complète et cohérente .

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance
(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s)

N° candidat

N° d'inscription :



Né(e) le :

1.1

Concours / Examen : BACCALAUREAT Section / Spécialité / Série :

Epreuve : SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIAL Matière :

CONSIGNES

- Remplir soigneusement en majuscules le cadre d'identification sur toutes les copies.
- En dehors de ce cadre d'identification, aucun signe distinctif ne doit permettre d'identifier le candidat.
- Ne joindre aucun brouillon et n'effectuer aucun collage et aucun agrapage.
- Ecrire à l'encre foncée et éviter d'utiliser du blanc correcteur. Ne pas composer dans la marge.
- Numéroté chaque page et préciser le nombre total de pages.

Session : 2024

Epreuve composée

EC1

Dans les sociétés démocratiques, l'Ecole a pour but de favoriser l'égalité des chances. Cette égalité signifie que les individus d'une même société, aient les mêmes chances d'accéder à des positions, des métiers prestigieux, et cela indépendamment du milieu social d'origine.

En effet, l'Ecole doit assurer dans un premier temps l'égalité des droits, signifiant que tous les individus naissent avec les mêmes droits, pour permettre de favoriser l'égalité des chances. Dans le cadre scolaire, cela va alors passer par différentes réformes passant à obliger les enfants d'avoir un enseignement. Nous appelons ça la massification scolaire c'est à dire un processus par lequel l'Ecole s'est progressivement ouverte à tous et le taux d'accès au baccalauréat et aux études supérieures a considérablement augmenté. Elle est caractérisée par les lois Ferry en 1882 par laquelle l'enseignement primaire est devenu gratuit et obligatoire. Ensuite elle s'est accéléré avec une première vague dans les années 1960 grâce à la réforme Berthoin en 1959 ayant rendu l'Ecole obligatoire jusqu'à 16 ans au lieu de 14. Puis une deuxième vague s'est manifestée en 1975 avec la réforme du collège unique, suivie en 1985 par la création du baccalauréat professionnel et d'un objectif de 80% de taux d'accès au baccalauréat, étant le nombre d'individus passant le baccalauréat d'une classe d'âge sur le total d'individus de cet âge. Enfin une troisième vague s'est manifestée au début des années 2000 par laquelle il y a eu

Page / nombre total de pages

01 / 10

une explosion du ~~basse~~ nombre d'individus dans les études supérieures même chez les classes populaires et un taux d'accès au baccalauréat atteint en 2018 à hauteur de 80%. Cependant pour qu'il y ait une ~~totale~~ égalité des chances il faut aussi inciter les élèves de milieux défavorisés à continuer leur poursuite d'étude. Pour cela les Etats démocratiques peuvent mettre en place des bourses scolaires, des logements à prix restreint pour les étudiants issus de milieux favorisés ou encore des zones d'éducation prioritaire, consistant à plus investir dans les écoles concentrant des élèves de milieux populaires comme en banlieue parisienne. Ce processus se nomme démocratisation, c'est à dire qu'en plus d'offrir l'Ecole à tous il avantage les élèves issus de familles modestes et les écarts de niveau tendent à se réduire entre les différentes classes sociales. Ainsi 60% des élèves issus de milieux modestes possèdent un diplôme ^{équivalent} au baccalauréat et 80% pour les ~~sans~~ enfants de cadres. Un écart certes, mais qui diminue progressivement au fil des décennies.

Un exemple de démocratisation favorisant l'égalité des chances et les ouvertures sociales. Science - Po mise en place au début des années 2000. L'université parisienne doit alors respecter un quota d'élèves venant de zones d'éducation prioritaire ~~signe d'~~. Cette décision est alors un acte de discrimination positive, ~~offrant~~ étant un avantage aux individus initialement victimes de préjugés et d'inégalités.

EC2

1. Le document est tableau exprimant le taux d'inflation et le taux de chômage de différents pays de la zone euro, issu d'Eurostat en 2023. Les prix en Espagne en 2023 ont en moyenne augmenté de 2,9% et le taux de chômage, signifiant le nombre d'individus sans emploi, disponible pour travailler et à la recherche d'un emploi sur le total de la population active, est de 12,7%. De

l'autre côté la Lettonie a vu ses prix augmenter en moyenne de 12,3% et a un taux de chômage de 5,7%. Pour le taux de chômage étant de 12,7% pour l'Espagne et 5,7% pour la ^{Lettonie} ~~Italie~~ cela fait un écart de 7 points, et ~~avec~~ avec une ~~Italie~~ Lettonie qui est 2,1 fois moins impactée par le chômage. En revanche les ~~to~~ prix ont augmenté de 12,3% contre 2,9% pour l'Espagne soit un écart de 9,4 points et un coefficient multiplicateur d'un peu plus de 4.

Un choc asymétrique, signifiant une transformation de la conjoncture économique au sein d'une zone d'intégration qui n'affecte pas de manière homogène les pays ~~d'une~~ ~~me~~ de la zone, peut induire des difficultés de mise en œuvre des politiques économiques dans la zone euro.

Tout d'abord, la zone euro, étant l'ensemble des pays ayant comme monnaie ^{unique} l'euro mise en place en 2002, n'est pas une zone monétaire optimale. C'est à dire qu'elle n'est pas capable de répondre à des chocs asymétriques. Cela est dû principalement aux divergences entre les États membres avec une ^{faible} augmentation moyenne des prix ~~avec~~ ~~bas~~ en pleine crise d'inflation pour la Grèce avec 4,1% contre d'autres pays comme l'Italie ayant une augmentation de 8% en 2023, soit deux fois plus. Ou bien encore un taux de chômage élevé pour certains pays comme la Grèce et s'élevant à 10,8% contre l'Allemagne seulement 2,9% soit 7,9 points de moins. Cela a pour conséquences, de créer des défauts de coordination signifiant une politique monétaire ^{Européenne} ~~allant~~ à l'encontre du but de la politique budgétaire des différents États membres. La politique monétaire est l'ensemble des instruments et des objectifs de la Banque Centrale Européenne visant à modifier les fluctuations économiques à court terme. ~~La politique budgétaire, signifiant l'ensemble des instruments et des objectifs des États vis par le biais de la régulation de la monnaie en circulation.~~ La politique budgétaire quant à elle, est pilotée par les États et visent à modifier les fluctuations économiques à court terme par le biais du budget étatique, soit par des dépenses ou par des recettes. La Banque Centrale Européenne doit alors procéder à des compromis et à se baser sur la moyenne de l'augmentation des prix de la zone et de la moyenne du taux de chômage de la zone.

Cependant, cela est problématique puisque l'Espagne par exemple avec son taux d'inflation / son augmentation moyenne des prix de 2,9%, aurait besoin plutôt d'une politique monétaire de relance soit une baisse des taux d'intérêt directement pour relancer l'économie et diminuer le chômage qui est de 12,7%. Pourtant d'autres pays comme la Lettonie qui a vu ses prix s'envoler à 12,3% dans l'année 2023 aurait besoin d'une politique monétaire d'austérité, soit une hausse des taux d'intérêts directement de la Banque Centrale puisque le pouvoir d'achat de ses habitants est mis à mal et le taux de chômage reste correct. Les chocs asymétriques ont donc pour conséquences d'induire des difficultés de mise en œuvre des politiques économiques dans la zone euro. C'est pourquoi certains pays proposent d'harmoniser les dettes publiques ou de créer un système d'assurance chômage Européen, pour rendre la zone plus optimale et de plus facilement résorber les chocs asymétriques créant des disparités de conjoncture au sein des pays de la zone Euro.

Par exemple la succession ^{de l'}épidémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine a significativement augmenté les différences entre les pays Européens puisque certains ont connu une augmentation des prix exorbitante ~~et d'autre~~ ^{conjoncturelles} tandis que d'autres pays n'ont été touché par l'inflation de façon moins conséquente étant le cas de la Grèce en 2023 avec une augmentation seulement de 5,1% et même la France ~~en ce sens~~ durant le premier semestre 2024 qui semble moins impacté que la moyenne des pays de la zone Euro mais qui doit tout de même faire face à un taux directeur élevé de la BCE de 4,25%.

EC3

Les

Le rapport sur les inégalités mondiales en 2022, réalisé notamment par le français Thomas Piketty ont montré une baisse considérable des inégalités durant le 20^e siècle. Cela est de prime abord expliqué par les deux guerres mondiales ainsi que la crise de 1929 qui a entraîné une destruction massive des capitaux. De plus la prospérité de l'après guerre a

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance) :
(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s) :

N° candidat :

N° d'inscription :



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Né(e) le :

(Les numéros figurent sur la convocation.)

1.1

Concours / Examen : BACCALAUREAT Section / Spécialité / Série :

Epreuve : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES Matière :

CONSIGNES

- Remplir soigneusement en majuscules le cadre d'identification sur toutes les copies.
- En dehors de ce cadre d'identification, aucun signe distinctif ne doit permettre d'identifier le candidat.
- Ne joindre aucun brouillon et n'effectuer aucun collage et aucun agrapage.
- Ecrire à l'encre foncée et éviter d'utiliser du blanc correcteur. Ne pas composer dans la marge.
- Numéroté chaque page et préciser le nombre total de pages.

Session : 2024

conduit à une inflation importante, qui a selon Keynes causé "l'euthanasie des rentiers", signifiant que ceux qui disposaient de grosses fortunes économiques ~~ont connu~~ surtout immobilières ont connu des difficultés à faire face à l'inflation. Néanmoins Piketty fait le constat que les inégalités ~~tendent à augmenter~~, qui signifient des différences portant sur des avantages ou des désavantages à l'accès à des ressources socialement valorisées créant ainsi une hiérarchie entre les individus, ont vu une croissance après les chocs pétroliers. Cela est majoritairement causé par l'essor de la mondialisation et des politiques économiques libérales à l'image de Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. C'est pourquoi les pouvoirs publics désignant l'ensemble des administrations, publiques, des organisations d'États et les collectivités territoriales, ont pour rôle de faire face à ces inégalités à l'aide de divers instruments. Cela a pour but d'assurer la justice sociale c'est à dire un ensemble de critères d'égalité favorisant l'équité et la cohésion sociale. Comment les pouvoirs publics contribuent-ils à assurer la justice sociale ? Nous analysons en premier lieu le rôle de la protection sociale et puis nous de la fiscalité réduisant les inégalités économiques, puis nous nous penchons sur la fiscalité et la lutte contre les discriminations visant à réduire les inégalités sociales.

La protection sociale est un outil efficace permettant de faciliter une meilleure justice sociale. Cet instrument désigne l'ensemble des mécanismes collectifs ~~visant~~ permettant aux individus de faire face aux conséquences / pertes d'emploi, malade, baisse des revenus, hausse

Page / nombre total de pages

05 / 10

des dépenses), d'un certain nombre de risques sociaux (perte d'emploi, maladie, vieillesse).

L'Etat providence français signifie tout simplement que ça soit l'Etat qui permet aux individus de faire face aux divers risques sociaux, est caractérisé par deux systèmes. Tout d'abord la protection sociale est fondée sur un système d'assurance, aussi appelé système de Bismarck car il est inspiré du modèle allemand de la fin du 19^{ème} siècle. Il quantifie alors à un travailleur qui paye des cotisations sociales, ~~est~~^{et} des prélèvements obligatoires sur le revenu laissant droit à des prestations sociales, d'être assuré en cas de perte d'un emploi. Ce système est donc un système de redistribution horizontale puisque ce sont les individus en bonne santé qui ~~est~~ protègent les malades, les actifs protégeant les retraités grâce aux prélèvements obligatoires et les travailleurs protégeant temporairement cotisant pour les chômeurs temporaires. L'autre de protection sociale est également basée sur une redistribution verticale. Ce système est quant à lui inspiré du modèle Britannique de 1942 ; c'est le système Beveridgien. Cette logique d'assistance vise en premier lieu à réduire les inégalités économiques, étant la répartition non uniforme des richesses au sein des individus d'une population donnée. Ainsi cela va passer par des droits à des prestations minimums sociaux tel que le RSA, le minimum vieillesse ou bien le minimum logement, pouvant permettre à tous les individus d'avoir un dernier volant de sécurité même en période de grosses difficultés.

Par exemple le montant de prime d'activité et de minimums sociaux s'élève pour les 10% les plus pauvres à hauteur de 3470 € en 2020 ~~montrant~~ l'utilité remarquable de la protection sociale pour réduire les inégalités en redistribuant aux plus démunis. (document 1)

La fiscalité joue également un rôle primordial pour l'atteinte d'une

meilleure justice sociale. Cet outil des pouvoirs publics désignent ensemble des prélèvements obligatoires, taxes, impôts perçus par les pouvoirs publics.

De fait la fiscalité est un instrument des plus utiles pour ~~promouvoir~~ diminuer considérablement les inégalités économiques. Elle peut se présenter sous plusieurs formes, notamment l'impôt progressif qui a vu le jour en France en 1945 permet de diminuer les inégalités réelles et relatives car l'impôt devient de plus en plus important au fil des tranches d'imposition de revenus qui augmentent. Les plus aisés auront donc des impôts élevés puisque ils possèdent déjà un plus gros patrimoine et plus gros revenus, tandis que les ménages les plus défavorisés n'auront quasiment pas d'impôt à payer et pourront à l'inverse recevoir des prestations sociales conduisant à favoriser une plus grande justice sociale. L'impôt progressif est donc ~~utile~~ ~~pour~~ nécessaire pour les défenseurs de l'égalitarisme strict qui souhaitent une égalité réelle des conditions matérielles d'existence. Elle est souhaitable aussi pour les défenseurs de l'égalitarisme libéral puisque ça incite optimiser l'égalité des chances signifiant ~~qu'un individu~~ que les individus d'une même société aient les mêmes chances d'accéder à des postes, positions prestigieuses peu importe leur origine sociale. La fiscalité est aussi encouragée par le courant utilitarisme à l'image de John Stuart Mill car pour lui une société dans laquelle il y a une grande justice sociale, c'est lorsque le bonheur collectif maximal est atteint. Ainsi 1000€ de moins pour un multi-millionnaire n'aura pas le même effet ~~sur~~ un effet significatif sur le niveau de bonheur tandis que 1000€ de plus pour une personne issu de milieu défavorisé améliore réellement son niveau de bonheur.

Par exemple, ~~la fiscalité modifie~~ en 2020, le niveau de vie des 10% les plus riches était de 80360 € et après redistribution 60350 €, soit une baisse de 25%. Les 10% les plus pauvres ont quant à eux avant redistribution un niveau de vie de 3520 € et après redistribution leur niveau de vie s'élève à 10820 €. Avant redistribution les 10% les plus riches avaient des revenus 22,5 fois supérieurs au 10% les plus pauvres mais après redistribution ils n'ont un revenu "que" 6 fois supérieur montrant l'effet positif de la fiscalité.

Les services collectifs réduisent les inégalités sociales, étant
les différences d'accès ^{portant sur des avantages ou désavantages.} face à des ressources socialement valorisées fondant une hiérarchie entre les individus.

Selon l'INSEE, les services collectifs est l'instrument le plus efficace pour réduire les inégalités entre les différents groupes sociaux étant donné qu'ils permettent même aux plus pauvres d'accéder à des ressources primordiales tel que l'École, les bibliothèques, les hôpitaux, favorables ~~ou moins~~ à la diffusion de savoir et de bien-être. Les services collectifs signifient l'ensemble des services d'Etat prenant la forme de services publics souvent dans le but de l'intérêt général. Ainsi tous les individus peuvent aller à l'hôpital en cas de maladie grave peu importe sa tranche de revenu à l'inverse des Etats-Unis. Tout le monde a la possibilité d'avoir recours à l'enseignement supérieur quasiment gratuitement, signe d'un haut degré de justice sociale. De surcroît le fait que le service collectif ~~est~~ ne soit pas à la recherche de rentabilité cela permet de favoriser l'équité avec des ressources réparties équitablement. Par exemple, si la SNCF ~~serait~~ serait privée alors elle ne serait pas située également dans des gares de campagne dans lesquels il n'y a pas beaucoup de passages et donc nuirait la rentabilité de l'entreprise à terme et entraînerait d'abandonner des endroits ruraux au long terme.

Nous pouvons observer une hausse ^{des dépenses} considérable dans le domaine de l'éducation en France. En 1980, elles s'élevaient à hauteur de 29,5 milliards d'€, puis ont augmenté de façon remarquable pour atteindre 160,6 milliards d'euros en 2020. (document 3).

Le dernier instrument primordial conduisant à une meilleure justice sociale est la lutte contre les discriminations. Les discriminations, de façon générale, est une différence de traitement envers un individu pour cause d'une caractéristique propre à lui (sexe, origine, poids).

Effectivement, les discriminations posent un gros problème en terme d'inégalité puisque c'est une atteinte aux droits humains que même les visions les plus libérales telle que Robert Nozick

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance) :
(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s) :

N° candidat :

N° d'inscription



Né(e) le :

(Les numéros figurent sur la convocation.)

1.1

Concours / Examen : ...BACCALAUREAT... Section / Spécialité / Série :

Epreuve : ...SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES... Matière :

CONSIGNES

- Remplir soigneusement en majuscules le cadre d'identification sur toutes les copies.
- En dehors de ce cadre d'identification, aucun signe distinctif ne doit permettre d'identifier le candidat.
- Ne joindre aucun brouillon et n'effectuer aucun collage et aucun agrapage.
- Ecrire à l'encre foncée et éviter d'utiliser du blanc correcteur. Ne pas composer dans la marge.
- Numéroté chaque page et préciser le nombre total de pages.

Session : ...2025...

condamnant. Pour lutter contre ces discriminations, les pouvoirs publics peuvent dans un premier lieu mettre en place des politiques de sensibilisation dans les écoles, qui a d'ailleurs été réalisé depuis 2017 de façon notable. Ces discriminations sont souvent présentes lors de l'embauche, les femmes ont par exemple plus de difficultés à trouver un emploi très qualifié avec un haut poste hiérarchique. De même l'origine ethnique cause souvent soucis face à l'embauche, ainsi selon une étude lyonnaise, un individu se nommant Mohamed a 3 fois moins de chance de se faire embaucher dans des métiers peu qualifiés comparé à un prénom français et 1,6 fois moins de chance s'il postule pour un emploi ^{hautement} qualifié. C'est pourquoi, la deuxième méthode pour réduire les inégalités avec les individus communément discriminés est de mettre en place des discriminations positives qui signifie des avantages attribués à des groupes sociaux souvent victimes de discriminations. Les avancées politiques since la mise en place au début des années 2000 en est le bon exemple.

Un autre exemple de discrimination positive est la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 qui a fixé des quotas par sexe dans les conseils d'administrations et de surveillance dans les grandes entreprises françaises, dévalant le plus haut degré de justice sociale atteint grâce aux quotas de genre puisque les femmes sont souvent sous-représentées en politique. (document 2)

Page / nombre total de pages

09 / 10

En conclusion, les pouvoirs publics arrivent à favoriser la justice sociale en réduisant les inégalités économiques et sociales grâce à la mise en place de divers instruments tels que la protection sociale, la fiscalité, les services collectifs ou encore la lutte contre les discriminations. L'Etat Providence français permet alors d'assurer l'égalité des droits, favoriser l'égalité des chances et limiter les inégalités de situations.

Handwriting practice area with horizontal lines.

Handwriting practice lines consisting of a solid top line, a dashed middle line, and a solid bottom line, repeated down the page.